



DÉCLARATION DE LA CGT EDUC'ACTION 71

AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU 14/11/2024

Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Durant cette séance, nous allons aborder le bilan de la rentrée 2024 dans notre département. Au-delà des chiffres qui seront présentés, La CGT tient à témoigner de la réalité dans les établissements suite aux mesures dites du choc des savoirs.

Les collèges de notre département ont mis en œuvre les groupes de niveau, selon leurs moyens et souvent aussi selon les convictions des personnels et de leurs chefs d'établissement :

- ici les moyens ont été utilisés pour créer des groupes hétérogènes, avec des élèves de tout niveau,
- là, sans moyen supplémentaire, aucun groupe n'a été fait,
- ailleurs, c'est un fonctionnement hybride qui est en place,
- parfois des concertations entre collègues sont mis en place sans moyens dédiés
- et parfois même, aucune disposition n'est prise pour permettre à des élèves de changer de groupe en cours d'année.

Cependant, plusieurs points du choc des savoirs impactent tous les collèges :

Un même enseignant de Français ou de Maths intervenant pour des groupes d'élèves issus de 3 à 4 classes différents, ne peut plus remplir correctement ses missions de prof principal, doit multiplier les présences aux conseils de classe... Devant la difficulté à trouver volontaires pour assurer les fonctions de professeur principal, quand ils n'arrivent plus à convaincre en jouant sur la corde sensible des personnels, les chefs d'établissement se tournent vers des ceux et celles qui ne pourront difficilement refuser : contractuels, stagiaires...

Dans de nombreux collèges, les enseignants de Français ont du renoncer à la conduite de projet pour leur classe devant la complexité à les organiser.

Enfin, pendant toute leur scolarité dans le 1er degré, l'enseignant·e et le groupe classe sont des repères structurants forts pour les élèves. Au collège, ils·elles sont projeté·es dans un environnement sans stabilité : des matières, des enseignant·es et des salles différentes à chaque heure de la journée et chaque jour de la semaine. Leurs camarades de classe et les enseignants qu'ils voyaient le plus souvent restaient encore des repères... mais ils ont volé en éclat avec l'application des mesures du choc des savoirs.

La CGT Educ'action avait alerté sur les effets délétères de cette réforme qui désorganise le collège. Son seul point positif, c'est d'avoir montré aux enseignant·es de Maths et de Français les bienfaits du travail en effectif réduits, plutôt qu'en classe de près de 30 élèves, mais à moyens constants cela s'est fait au détriment d'autres disciplines comme les sciences qui ne sont plus dédoublées.

Toujours dans le cadre du bilan de la rentrée dans les collèges, je vous invite à vous pencher sur les résultats de évaluations nationales standardisées dont La CGT Educ'action dément pourtant la pertinence et l'utilité.

En maths : les écarts continuent de se creuser depuis 2017

- écarts entre les groupes les plus faibles et les groupes les plus forts

- écarts entre les élèves de catégories sociales différentes
- écarts entre filles et garçons

En Français : si les résultats moyens progressent un peu en 6e, les écarts persistent entre Éducation prioritaire et non prioritaire, entre public et privé, entre origine sociales et genre des élèves. Les évaluations en 4e et en seconde voient leurs résultats baisser.

Ces résultats montrent l'échec des politiques éducatives menées depuis 2017 et pourtant les annonces de notre nouvelle ministre, qui trahit déjà ses promesses de dialogue social apaisé, continuent de nous mener dans le mur.

Enfin, un autre sujet scandalise particulièrement les personnels de l'Éducation nationale. C'est de le projet de la suppression de 2 jours de carence de plus en cas de maladie. Alors que les mesures de l'accord cadre sur la prévoyance et la protection sociale complémentaire peinent à se mettre en place, le gouvernement se permet de changer brutalement les règles au détriment des collègues les plus fragiles. La conclusion que l'on peut en tirer est le peu de valeur de la parole de l'État dans le cadre des négociations et plus largement dans le dialogue social.